

Alexandre Violle

Nationalité française

Né le 30 avril 1989, à Dourdan

Docteur en Sciences, technologies et sociétés (septembre 2019) de l'École des Mines de Paris
Qualifié aux fonctions de maître de conférences en science politique (section 04) et sociologie (section 19)

Email : alexandre.violle@minesparis.psl.eu

Domaines de recherche :

- **Sociologie des sciences et des techniques, *science studies*** : étude des processus de production de connaissances, controverses, politiques des sciences
- **Sociologie politique** : instrumentation de l'action publique, régulation, recomposition de l'action étatique et européenne, analyse des problèmes publics
- **Sociologie économique** : étude des dynamiques de financiarisation des économies européennes, rôle de l'expertise économique dans la fabrique de l'action publique

Domaines d'enseignement :

- Cours d'**introduction aux sciences sociales**
- Cours de **politiques publiques**
- Cours de **sociologie des sciences et des techniques**

350 h de cours données depuis 2014 à l'École des Mines de Paris et à l'Institut d'études politiques de Paris.

Synthèse des publications :

7 articles publiés dans des revues à comité de lecture : *Economy and Society*, *Critique internationale*, *French Politics*, *Revue Française d'administration publique*, *Politique européenne*, *Science Technology and Human Values*, *Journal of Environmental Policy and Planning*.

- **1 chapitre d'ouvrage** (à paraître)
- **2 rapports** de recherche
- **1 article** actuellement en révision
- **1 livre co-édité** (à paraître)
- **1 livre en préparation** en auteur seul (en cours de rédaction)
- **2 articles** en préparation

PARCOURS ACADEMIQUE	3
RESULTATS A DES JURYS DE RECRUTEMENT	5
ENSEIGNEMENTS	5
MISSIONS D'ENCADREMENT PEDAGOGIQUE.....	6
PRODUCTION SCIENTIFIQUE	6
ARTICLES DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE	6
OUVRAGES.....	8
CHAPITRES D'OUVRAGES	9
VALORISATION DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT	9
RAPPORTS DE RECHERCHE	9
ARTICLES EN COURS DE REVISION	9
ARTICLES EN PREPARATION	10
LIVRE EN PREPARATION	10
PARTICIPATION A DES EVENEMENTS SCIENTIFIQUES	11
COMMUNICATIONS DANS DES COLLOQUES.....	11
COMMUNICATIONS DANS DES JOURNEES D'ETUDES/SEMINAIRES.....	12
PARTICIPATION A DES PROGRAMMES DE RECHERCHE :	13
CONTRATS DE RECHERCHE, PROJETS NATIONAUX/EUROPEENS.....	13
ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES (JOURNEES D'ETUDE, COLLOQUES, SEMINAIRES...)	14
MISSIONS D'EXPERTISE	15
RESPONSABILITES COLLECTIVES	15
RELECTURE POUR DES REVUES.....	15

Parcours académique

- 10/2021-10/2023 **Post-doctorant au Centre d'étude des mouvements sociaux de l'EHESS allocataire d'une bourse IFRIS (Institut Francilien Recherche Innovation société).** Titre du projet : « Climatizing finance or financializing climate? The material politics of climate stress test in Europe ».
- ⇒ Par une enquête de terrain au sein de différentes banques centrales en Europe, j'analyse l'émergence de l'expertise climatique de ces acteurs majeurs du monde de la finance. Je m'intéresse plus précisément à la façon dont ces derniers développent des « stress tests climatiques », instruments dont le but est de modéliser les effets du changement climatique sur les bilans des banques européennes pour rediriger les flux financiers vers des activités non carbonées. Je cherche à caractériser le type de connaissances et de contrôle que les stress tests génèrent sur les établissements.
- 05/2020-04/2021 **Post-doctorant au Centre de sociologie de l'innovation de l'École des Mines de Paris sous la responsabilité de Brice Laurent et de Liliana Doganova.** « Enquêtes sur l'analyse des pratiques de réplication et de passage à l'échelle des expérimentations dans les domaines de la mobilité autonome et hydrogène, et sur l'usage d'instruments réglementaires de type « regulatory sandbox » ».
- ⇒ Réalisation d'une enquête multi-sites dont l'objectif était de comprendre les recompositions de l'action étatique dans le gouvernement de différentes activités économiques par l'organisation de programmes expérimentaux sur des territoires locaux. L'enquête a particulièrement mis l'accent sur l'analyse des controverses relatives aux politiques publiques de promotion de l'hydrogène comme vecteur énergétique, notamment aux conceptions divergentes du développement des territoires portées par les acteurs.
- 10/2019-04/2020 **Post-doctorant au sein du programme de recherche de l'EHESS (CEMS) en coopération avec l'Université d'Hambourg.** « Financialisation and the fabrication of intangible assets as responses to the problems of contemporary capitalism », financé par le Anneliese Maier Research Award de la Fondation Humboldt, sous la responsabilité d'Eve Chiapello (6 mois).
- ⇒ Projet de rédaction d'un article programmatique de sociologie économique d'analyse des transformations des circuits de financement des États et des entreprises.
- 09/2017-06/2018 **Ingénieur d'étude dans le cadre d'un projet européen « Open Research Area (ORA) for the Social Sciences ».** « Quantification, Administrative capacity and Democracy », projet interdisciplinaire coordonné par Andrea Mennicken (London School of Economics).
- ⇒ Réalisation d'une enquête socio-historique sur le rôle des indicateurs de performance dans la transformation des pratiques gestionnaires des universités françaises.
- 2020 **Qualification aux fonctions de maître de conférences en science politique (section 04) et sociologie (section 19) en 2020**
- 2014-2019 **Doctorat mention Sciences, technologies et sociétés** réalisé sous la direction de Fabian Muniesa, École des Mines de Paris, PSL Research University, Centre de sociologie de l'innovation – I3 UMR 9217
- « Constituer un territoire de gouvernement pour la finance : enquête sur l'expertise de supervision au sein de l'union bancaire européenne »,
- ⇒ Résumé : Cette recherche prend pour objet l'Union bancaire, à savoir la principale réforme des institutions de l'Union européenne souhaitée par les chefs d'État et de gouvernement en réponse à la crise financière de 2008. La réforme confie notamment

à la Banque centrale européenne la charge de superviser les banques de la zone euro à partir de novembre 2014. À la croisée d'une sociologie de la finance en discussion avec une sociologie des sciences et des techniques, et d'une sociologie politique attentive aux instruments d'action publique, la thèse propose d'analyser les nouvelles pratiques de supervision comme un problème de gouvernement au sens de Michel Foucault. Elle décrit ainsi l'Union bancaire comme un agencement institutionnel, à savoir un assemblage d'acteurs, de pratiques de vérification et de dispositifs de contrôle, au sein duquel s'invente une forme inédite d'intervention. Cet agencement produit une expertise européenne centralisée sur un territoire de gouvernement. Sur celui-ci, la problématisation de la bonne conduite des établissements vise à garantir un devenir pérenne des actifs des investisseurs, sans agir de façon dirigiste sur les flux financiers. Les autorités de supervision des États prenant part à l'agencement sont en charge de relayer les décisions collectivement actées à Francfort sur leurs banques considérées comme nationales. La thèse contribue aux débats académiques contemporains relatifs à la finance et à la construction européenne, en rendant visibles par l'enquête les effets d'une action publique tournée vers le problème de la gestion de l'investissement en Europe. Elle permet notamment de saisir la recomposition des souverainetés étatiques en matière de politique bancaire qui, loin de s'effacer, jouent un rôle décisif dans la constitution du territoire étudié. Les développements sont élaborés à partir d'une enquête qualitative, incluant une ethnographie de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), une campagne d'entretiens et une analyse documentaire.

Thèse soutenue le 30 septembre 2019 devant un jury composé de :

Eve Chiapello	Directrice d'études, EHESS, rapporteure
Sabine Montagne	Directrice de recherche CNRS, Université Paris Dauphine, présidente du jury
Yamina Tadjeddine	Professeure de sciences économiques, Université de Lorraine, examinatrice
Antoine Vauchez	Directeur de recherche CNRS, Université Paris I Panthéon Sorbonne, examinateur
Cornelia Woll	Professeure de science politique, Sciences Po Paris, rapporteure

- Mention : Cette université ne délivre plus de mention.
- Type de financement : Allocation de recherche de l'École des Mines de Paris (2014-2017), puis ingénieur de recherche pour projet européen ORA (Open research area).

Diplômé en 2014	Institut d'études politiques de Paris
2012–2014	Master recherche de sociologie politique comparée Mémoire de recherche, sous la direction de Philippe Bezès et Cornelia Woll (mention très bien) « Too big to be regulated? Étude d'un instrument de gouvernance économique : La loi française portant régulation et séparation des activités bancaires du 26 juillet 2013 ».
2011 – 2012	Master 1 de science politique à l'Université Paris II Panthéon Assas

Résultats à des jurys de recrutement

2023	Auditionné pour un poste de maître de conférences en sociologie des sciences et des techniques/sociologie du numérique à l'Université Gustave Eiffel
2022	Classé 3 ^{ème} au concours de recrutement de professeur assistant à l'école des Mines Paris

Enseignements

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Enseignement dans le cadre d'un contrat doctoral : entre 2014 et 2017, à l'École des Mines de Paris ○ Vacances : depuis 2018 à Sciences Po Paris ; depuis 2017, à l'École des Mines de Paris ○ Matières enseignées : 	
Depuis 2021	<p>TD et CM « Description de controverses socio-techniques », Sciences Po Paris (Master 1 communication, médias et industries créatives) Responsable du cours : Alexandre Violle</p> <p>⇒ Cours magistraux et tds de sociologie des sciences et des techniques. Thèmes abordés durant les cours magistraux : sociologie des problèmes publics, sociologie de la quantification, fabrique de l'objectivité scientifique et de l'expertise, les STS à l'ère de la post-vérité. Organisation d'enquêtes par groupe relatives au suivi de politiques publiques controversées (exemple de sujets traités par les étudiants : Parcoursup, la prise en charge des athlètes hyperandrogènes, la régulation européenne des plateformes SVOD).</p>	32h (par an)
2019-2021	<p>TD « Description de controverses socio-techniques », Sciences Po Paris (Master 1 communication, médias et industries créatives) Responsable du cours : Vincent Casanova</p> <p>⇒ TD de sociologie des sciences et des techniques. Organisation de travaux de groupes autour du suivi de politiques publiques controversées.</p>	16h
2020	<p>TD « Sciences et sociétés », Sciences Po Paris (niveau L2) Responsables du cours : Nicolas Benvegna et Thomas Tari</p> <p>⇒ Introduction à la sociologie des sciences et des techniques et aux politiques scientifiques.</p>	16h
2019-2022	<p>TD « Questions socio-politiques et environnementales », École des Mines de Paris (cycle ingénieur civil première année -équivalent L3-) Responsable CM : Alexandre Mallard</p> <p>⇒ Cours d'introduction aux sciences sociales</p>	10h
2017-2019	<p>TD d'introduction aux sciences sociales « Sociétés, Histoires, Cultures », École des Mines de Paris (cycle ingénieur civil 2A -équivalent Master 1-) Responsable CM : Alexandre Mallard</p>	12h

⇒ Cours d'introduction aux sciences sociales

2014-2017 TD « Description de controverses », École des Mines de Paris (cycle ingénieur civil 1A –équivalent L3-) 12h
Responsable CM : Madeleine Akrich

⇒ TD de sociologie des sciences et des techniques, organisation d'enquêtes de terrain par groupe.

Missions d'encadrement pédagogique

Depuis 2021 Interventions ponctuelles dans le cadre de l'option affaires publiques et innovation de l'école des Mines de Paris (élèves ingénieurs en Master 2)
Responsables de l'option : Brice Laurent et Liliana Doganova

⇒ Participation à des jurys de mémoires, conseils à des étudiants souhaitant faire de l'analyse de politique publique dans leur mémoire.

2021 Encadrement du mémoire de fin d'étude de Craig Pesme dans le cadre de l'option affaires publiques et innovations (cycle ingénieur de l'école des Mines de Paris)

⇒ Titre du mémoire : Les dimensions politiques du calcul socioéconomique. Fabriquer la voix de la raison économique pour appuyer des décisions d'action publique de soutien à l'hydrogène : combien des voies ?

Production scientifique

Articles dans des revues à comité de lecture

2024 Laurent, B. & Violle, A. (2024) The territorialisation of industry in times of transition. Ecosystems, infrastructures and hubs in the green hydrogen sector. In Chailleux, S & Smith, A. (Eds). Ecological transition in France's margins: how industries adapt to ecological crisis and redefine their national and local roles, special issue, *Journal of Environmental Policy and Planning*

Abstract: The decarbonation of industrial sectors is a contemporary issue that raises pressing questions such as: what should be the form of state-led economic interventions? How should industrial sectors be structured to meet transition needs? In this paper, we look at how the public and private actors of the French hydrogen industrial sector address these questions. We use the example of the nascent green hydrogen sector in France to contrast different styles of territorialisation of industry. We designate as a "style of territorialisation" the articulation of three components: "industry policy" (the instruments of public actions aiming to build an industrial sector), "industrial sector" (the industrial actors supposed to benefit from this policy, "territory" (how actors think about the material location of infrastructures and their strategic connections). Our analysis shows the competition between three styles of territorialisation which we label "ecosystems", "planned infrastructures", and "hubs" that don't benefit to the same actors. We base our study of this style of territorialisation on 26 interviews with public officials and private actors in 2020-2021, ethnographies of professional public events, as well as the study of the relevant public documentation and the specialized press.

- 2024 Laurent, B. & Violle, A. (à paraître en 2024). Scaling up or deep scaling? Problematizing the scalability imperative. *Science Technology and Human Values*.
- Abstract: This paper problematizes the obsession with “scaling up” that is visible in numerous technological domains. Using the case of hydrogen mobility projects in France, we identify a tension between a discourse of rapid scaling for nation-wide deployment, and projects undertaken by local authorities and private companies who make small-scale experiments with hydrogen cars and charging stations more dense, by adding uses, actors, and technical functionalities. We use the terms “deep scaling” to characterize the latter approach. By examining projects focusing on “ecosystems” of hydrogen mobility, we discuss the consequences of deep scaling for geographic and economic extension. In this configuration, technologies are not expected to expand to vast territories by remaining the same at a bigger scale. Instead, they are attached to local sites and develop alongside them, which raises the issue of the connections between those sites. The analysis of deep scaling allows us to identify potential alternatives to ready-made discourses of scalability, and contribute to the analysis of the politics and practices of scaling.
- 2023 Violle, A. (2023). Une stabilité financière pour quelle Europe ? Controverses juridiques et conflits de souverainetés dans la fabrique des compétences de supervision de la Banque centrale européenne. *Politique européenne*, 79, 132-159.
- Résumé : Le présent article prend pour objet les mesures déployées par les acteurs de la Banque centrale européenne au titre de leur fonction de superviseurs des banques de la zone euro dans le cadre de la mise en place de l’Union bancaire en 2014. Il s’intéresse à la façon dont le concept de « stabilité financière », justifiant les actions de la BCE en matière de politique bancaire, peut être investi de significations différentes par les acteurs publics et privés de la régulation financière internationale (banquiers, économistes, responsables d’autorités nationales de supervision). Une étude de controverses juridiques relative à l’usage de différents instruments de supervision mobilisés par la BCE au sein d’arènes expertes, allant de débats académiques jusqu’au Comité de Bâle, permet de saisir différentes problématisations de la notion de « stabilité financière », et la façon dont se négocie les compétences d’une institution publique européenne à agir sur les banques de la zone euro par le droit.
- 2021 Violle, A. (2021). Agir en européen. Forme et présence de l’État dans les pratiques de supervision des acteurs de l’Union bancaire. *Revue française d’administration publique*, 178.
- Résumé : Depuis le 4 novembre 2014 et la mise en place du Mécanisme de supervision unique (MSU), la Banque centrale européenne est devenue le superviseur des banques de la zone euro. Cette réforme organise un transfert de souveraineté historique en matière de politique bancaire. L’article interroge ce transfert à l’aune des pratiques ordinaires de prises de décisions au sein du MSU. À partir d’une ethnographie de l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, l’administration prenant part au MSU pour le compte de la France, il montre que loin de s’effacer, la présence des États est reconfigurée. Agir en européen dans la nouvelle Union bancaire consiste pour les acteurs des autorités nationales en une activité de problématisation de ce que sont des risques financiers contrôlables via une négociation portant sur les effets d’éventuelles mesures européennes sur leur territoire bancaire national.
- 2020 Alauzen, M., Muniesa, F., & Violle, A. (2020). Exercising knowledge of costs: behavioural politics of economic restraint in French public service reform. *French Politics*, 1-16.
- Abstract: The tropes of restraint and remediation that accompany the reform of public services and public administrations often locate in efficient costing the key to the state’s economic fitness.

Knowledge of costs does not feature in such reforms solely as information conducive to the strengthening of budgetary reform. It is also knowledge that needs to be practised and exercised in order to achieve a virtuous modification of the conduct of the state. The case of public hospitals and universities in France illustrates how knowledge of costs is made sense of by state practitioners as a behavioural lever. A Foucauldian angle on the narratives and policies that inform such exercising of knowledge of costs reveals the contours of a new paradigm of the state's self-care.

- 2019 Laurent, B., Saraç-Lesavre, B. & Violle, A. (2019). Formuler l'action publique en termes de tests. Les stress tests européens comme réponse aux crises financières et nucléaires. *Critique internationale*, 85(4), 63-83.

Résumé : L'article s'intéresse à la mobilisation des « stress tests » par les responsables d'institutions européennes comme outils de régulation des secteurs bancaires et nucléaires. Les stress tests sont utilisés pour la première fois en Europe à la suite de la crise des dettes souveraines à partir de 2009 pour le secteur bancaire, et à la suite de l'accident de Fukushima en 2011 pour le secteur nucléaire. Leur objectif est de convaincre un public d'investisseurs de la stabilité des banques, un grand public européen de la sûreté des centrales. L'article analyse le mode commun de raisonnement des stress tests et ses conséquences. En s'interrogeant sur les modalités et les critiques d'une réponse à la crise dans les termes d'une évaluation « objective et transparente », il montre que les stress tests définissent la « crise » et les façons de la résoudre dans les termes de l'action sur des objets techniques délimités. Ce mode d'intervention donne lieu à l'extension du périmètre d'intervention des institutions européennes, centralisées dans le cas bancaire, distribuées dans le cas nucléaire. Ce faisant, il élimine des problématisations alternatives de la crise et des réponses à celle-ci.

- 2017 Violle, A. (2017). Banking supervision and the politics of verification: the 2014 stress test in the European Banking Union. *Economy and Society*, 46(3-4), 432-451.

Abstract: The statistical methodology known in financial terminology as 'stress testing' was used by the European Central Bank in 2014 in order to assess the solidity of the banks in the eurozone. This audit process is analysed here as a problem of truth production or 'veridiction' in the sense developed by Michel Foucault in his 1978–1979 lectures at the Collège de France. In order to prove effective, the stress test had to deliver knowledge on banks, objectified and actionable at once, but also controlled by the idea of avoiding 'market panic'. This epistemological dilemma is at the core of the politics of verification, which consists in the distribution of restraint and responsibility between non-risky and risky banks. This qualitative investigation is focused on France and is based on interviews with relevant policy actors and documentary analysis.

Ouvrages

Chiapello, E & Violle, A. Eds. *Sociologie des circuits financiers. Les infrastructures de l'argent et leur politique*. Presses du Septentrion (À paraître en 2024).

Résumé du projet : ce livre édité rassemble des contributions de jeunes chercheurs/es autour d'enquêtes originales sur les circuits de financement de politiques publiques. À la croisée de la sociologie économique et de la sociologie de l'action publique, l'ouvrage est une contribution à l'analyse des politiques publiques qui prend pour point d'entrée empirique l'argent des politiques. Fortement inspirés du travail de Viviana Zelizer, les différents chapitres de l'ouvrage s'intéressent à la façon dont l'argent des politiques publiques est marqué moralement et politiquement. Ce faisant, ils cherchent à démontrer la manière dont les contraintes de financement des politiques publiques (de la décision de financement aux conditions concrètes

de décaissement) contribuent à peser fortement sur les possibilités de réalisation de ces dernières.

Chapitres d'ouvrages

Violle, A. Déterritorialiser l'euro. La Banque centrale européenne à l'épreuve de l'harmonisation des circuits de crédit nationaux. Dans Chiapello, È. & Violle, A. *Sociologie des circuits financiers. Les infrastructures de l'argent et leur politique*. Presses du Septentrion (à paraître).

Résumé : Ce chapitre s'intéresse à la première tentative de standardisation de l'évaluation des risques de crédit des banques de la zone euro réalisée par les acteurs de la Banque centrale européenne (BCE) au moment où l'institution est devenue superviseur des établissements en 2014. L'objectif d'une telle opération était de « déterritorialiser l'euro », c'est à dire d'harmoniser les conditions d'allocation du crédit dans l'ensemble de la zone euro en standardisant les pratiques bancaires nationales, validées de longue date par leur superviseur national, afin qu'un euro alloué bénéficie des mêmes garanties publiques sur l'ensemble du territoire européen. Le chapitre montre que cet idéal d'harmonisation de l'euro s'est confronté à la structuration des circuits bancaires nationaux, c'est à dire aux infrastructures socio-techniques qui permettent la mise en circulation du crédit. De l'idéal d'harmonisation des manières d'allouer le crédit en Europe, les acteurs de la Banque centrale européenne ont ainsi dû passer à une harmonisation de l'appréciation des risques de crédit déclarés par les banques aux superviseurs nationaux. Cette analyse permet de montrer comment la fabrique d'un pouvoir européen de distribution d'une monnaie euro unifiée est conditionnée aux possibilités d'action sur les circuits bancaires nationaux qui permettent sa circulation.

Valorisation de la recherche et de l'enseignement

- 2022 Violle, A. (2022) Alexandre Violle présente le cours cartographie des controverses à Sciences Po. *Article de blog*. <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/alexandre-violle>
- 2020 Violle, A. (2020). Constituer un territoire de gouvernement pour la finance. Enquête sur l'expertise de supervision au sein de l'Union bancaire européenne. *Compte rendu de thèse, RFSE*, 24, 255-258.

Rapports de recherche

- 2021 Laurent, B. & Violle, A. (2021). *La politique de passage à l'échelle des mobilités hydrogène en France*. Rapport non publié à destination de Renault.
- 2018 Violle, A. (2018). *Performance indicators in higher education in France: actors, instruments, issues and evolutions*, CSI, École des Mines de Paris - Agence Nationale de la Recherche (rapport non publié).

Articles en cours de révision

Violle, A. A climate for investors. Climate scenarios in the Network for Greening the Financial System. *Valuation Studies*.

This article looks at the climate scenarios developed by economists belonging to the Network for Greening the Financial System (NGFS), for use in climate stress testing or scenario analysis exercises by national central banks. Climate stress tests were first developed in 2018. They are models that simulate the impact of a climate change scenario on banks' balance sheets, with the aim of incentivising banks to finance low-carbon activities. For central banks, climate stress tests are key tools for building a 'good economy', i.e. a low-carbon European economy in line with the goals set out in the COP21 Paris Agreement. This article looks at the boundary work done by NGFS economists in their problematisation of climate change and in construction of the scenarios themselves, i.e. how they draw a line between science and politics. It shows how climate scenarios are opening up a new space for debate on the possible reorganisation of national economies, and how this space is reserved for the central banks alone in order to protect them from public criticism.

Articles en préparation

Doganova, L., Laurent, B., Violle, A. Un « bac à sable » pour transformer l'État. La politique fondée sur l'innovation. Dans *Déroger pour transformer ? Le gouvernement par les « expérimentations » entre aspiration au changement et production de nouvelles inégalités* », numéro spécial, *Gouvernement et action publique*.

Résumé : Cet article prend pour objet le développement d'un dispositif expérimental en France appelé « bac à sable réglementaire ». Il organise une suspension de règles de droit jugées bloquantes par des acteurs publics ou privés pour qu'ils testent une innovation sur un territoire et un temps donnés. En nous appuyant sur une série d'entretiens réalisés avec des agences de régulation dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie, ainsi qu'avec des porteurs de projet, nous montrons que le bac à sable fait pénétrer une logique entrepreneuriale au cœur du fonctionnement de l'État dans laquelle le recours au droit n'est justifié qu'à la condition d'embrasser une « culture de l'innovation », marquant l'émergence d'une *politique fondée sur l'innovation*.

Chiapello, È., Santilli, V., Violle, A. Pour une sociologie des circuits financiers. La sociologie économique revisitée à partir d'une sociologie des infrastructures de la circulation de l'argent. (en cours de rédaction).

Résumé : En prenant pour point de départ l'idée selon laquelle la sociologie économique s'est jusqu'à présent principalement intéressée à l'étude de la construction des marchés, l'article mobilise les apports de la sociologie, de l'anthropologie, de la macro-économie et de la science politique pour développer un programme de sociologie économique proposant d'étudier les effets politiques de la circulation de l'argent dans nos sociétés contemporaines. Ceux-ci peuvent être analysés par une étude de la fabrique des infrastructures matérielles qui permettent sa mise en mouvement : les circuits financiers. À partir d'une revue de littérature, l'article construit dans un premier temps les propriétés analytiques des dits circuits, puis développe dans un second temps l'apport d'une telle approche à partir de l'exemple de la finance à impact.

Livre en préparation

Violle, A. *L'expertise climatique des banques centrales*. (Dépôt du manuscrit prévu pour janvier 2024 à la collection Sciences durables des éditions de l'ENS).

Résumé du projet : Au croisement de la sociologie des sciences et des techniques et de la sociologie de l'action publique, cet ouvrage propose d'analyser la façon dont les banques centrales cadrent le problème du changement climatique dans les termes de nouveaux risques

financiers à prévenir afin de rendre visible et discutable, pour un public non expert d'économie monétaire ou financière, les implications politiques d'un tel projet.

Participation à des événements scientifiques

Communications dans des colloques

- 2023 « La politique territoriale d'une transition énergétique. Expérimentations et développement des mobilités hydrogène en France » (avec Brice Laurent), Congrès de l'association française de sociologie à Lyon
- 2022 « La politique territoriale du passage à l'échelle. Expérimentation et développement des mobilités hydrogène en France » (avec Brice Laurent), Congrès de l'Association française de science politique à Lille
- 2021 « From "scaling up" to "deep scaling": the politics of experimental innovation in hydrogen mobility », (avec Brice Laurent, CSI, École des Mines de Paris) conference de la Society for social studies of science (Toronto, Canada)
- 2019 « La friction des intérêts souverains dans l'écriture des décisions collectives de supervision au sein de la nouvelle Union bancaire européenne », Congrès de l'Association française de science politique (Bordeaux)
- 2017 « Les stress tests bancaires européens comme dispositifs de gouvernement de la Banque centrale européenne » Congrès de l'association française de sociologie, Université de Picardie Jules Verne (Amiens)
- 2016 « Banking Supervision and the politics of verification: the 2014 stress test in the European Banking Union », Congrès de l'association internationale de science politique (IPSA) (Poznan, Pologne)
- 2015 « La loi française portant régulation et séparation des activités bancaires du 26 juillet 2013 : un instrument de redistribution des responsabilités de la crise financière », colloque « La théorie de la régulation à l'épreuve des crises », Université Paris Diderot (Paris)

Communications dans des journées d'études/séminaires

- 2024 "The territorialisation of industry in times of transition. Ecosystems, infrastructures and hubs in the green hydrogen sector", Journée d'étude organisée par Myriam Merad (CNRS/LAMSADE), Maël Goumri, Baptistine Gourdon projet (membres de l'ANR AIDHY) et intitulée « Les promesses de l'hydrogène, Étudier les visions des futurs d'une technologie en devenir », Université Paris Dauphine (Paris)
- 2023 « How do central bankers think about climate change? The political epistemology of climate stress test in Europe », workshop organisé par les responsables de la revue Valuation Studies, « valuation and critique in the good economy » (Paris)
- 2022 « Comment les banquiers centraux pensent le changement climatique ? La politique matérielle des stress tests climatiques en Europe », Séminaire du Centre Alexandre Koyré (EHESS), « Gouverner le progrès et ses dégâts ».
- 2022 « From "scaling up" to "deep scaling": the politics of experimental innovation in hydrogen mobility », Séminaire de recherche de Philippe Bezès "Contemporary and Wicked and Policy Issues. Exploring Topical Policies of Our Time", (Sciences Po, CEE)
- 2022 « La théorie de l'État de James Scott dans *Seeing like a State* », Séminaire du Centre d'étude des Mouvements Sociaux (EHESS) « Technosciences, économies, infrastructures
- 2020 « The transformation of state sovereignties in the conduct of banking policies within the single supervisory mechanism », Workshop organisé par Jonathan Zeitlin « The Governance of the Single Supervisory Mechanism for Banking Union », Université d'Amsterdam (Amsterdam)
- 2020 « Pour une sociologie des circuits de financement » avec Eve Chiapello, Séminaire du projet Interface sur la finance verte, Université de Montpellier (Montpellier)
- 2018 « Gouverner un risque supranational : la construction de l'Union bancaire Européenne », Session plénière des doctoriales d'i3 (École des Mines de Paris)
- 2018 « Exercising knowledge of costs: public service reform and the therapeutics of economic restraint » (avec Marie Alauzen et Fabian Muniesa), Séminaire Quantification dans les organisations, École des Mines de Paris (Paris)
- 2018 « The paradox of the French 2007 'Pécresse law' leading to remove the State from the budget administration of French Universities », Workshop Quantification, Administrative capacity and Democracy (Bielefeld)
- 2018 « Banking supervision and the politics of verification: financial stress tests in the European Union », Workshop « the European Union's

2018	Crisis Management and Problem-Solving Capacities », (London School of Economics and Political Science)
2017	« Supervision bancaire et politique de vérification : la construction de l'Union bancaire européenne à l'épreuve des pratiques de stress tests », séminaire Etudes sociales de la finance (SSF), Arts et Métiers Paris, Paris.
2016	« Quand les superviseurs deviennent diplomates : Le nouveau travail de diplomatie des agents de l'Autorité de contrôle prudentielle et de résolution (ACPR) après la mise en place de l'Union bancaire européenne », Journée d'étude « Entrer dans les bureaux de la bureaucratie. Perspectives ethnographiques », Université Paris Dauphine (Paris)
2016	Phd Summer School (organisée par Olivier Godechot, Pierre François et Jens Beckert) Recent Advances in Economic Sociology, « How to "reassure the market": The European Stress Test as a Tool of Governing European Banks Paris », Sciences Po Paris
	« Stress test : la construction de la supervision bancaire européenne à l'épreuve d'un instrument de régulation », workshop de sociologie politique de l'économie en présence de Marion Fourcade, Université Paris Dauphine

Participation à des programmes de recherche :

Contrats de recherche, projets nationaux/européens

2022-2023	Rédaction du projet « Anticipation : construire des scénarios pour l'utilisation du sous-sol français » dans le cadre d'un « Programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) » intitulé « Sous-sol, bien commun ». Début du projet en tant qu'investigateur principal prévu pour novembre 2023 (1,6 million d'euros de budget sur 5 ans).
2021-2023	Lauréat d'une bourse de l'institut Francilien Recherche Innovation Société. Projet de recherche personnel intitulé : « Climatizing finance or financializing climate? The material politics of climate stress test in Europe ».
2019-2020	Programme de recherche de l'EHESS (CEMS) en coopération avec l'Université d'Hambourg (2016- 2021) « <i>Financialisation and the fabrication of intangible assets as responses to the problems of contemporary capitalism</i> », financé par le Anneliese Maier Research Award de la Fondation Humboldt, sous la responsabilité d'Eve Chiapello (6 mois)
2017-2018	« Quantification, Administrative capacity and Democracy », projet interdisciplinaire ORA coordonné par la London School of Economics, ingénieur d'étude responsable de l'enquête sur les universités françaises (8 mois)

Organisation de manifestations scientifiques (journées d'étude, colloques, séminaires...)

- 2024 octobre Co-organisation des doctoriales du réseau thématique 12 « Sociologie et Économie » de l'association française de sociologie avec Stéphanie Barral (INRAE, Lisis), Olivier Pilmis (CNRS, CSO), Raphael Porcherot (ENS Paris-Saclay), Marie Trespeuch (Sorbonne université, Gemass).
- 2024 juillet Co-organisation du panel « The Environmentalization of economics » à la EASST et 4S conference (avec Béatrice Cointe, Kewan Mertens) (Amsterdam, Pays-Bas)
- 2024 juin Co-organisation d'une journée d'étude « Formes de modélisation et d'action publique à l'ère du changement climatique » avec Ian Gray (Columbia University) et Sara Aguiton (CNRS, CAK), école des Mines de Paris
- 2023-2024 Co-organisation du panel « The Environmentalization of economics » à la EASST et 4S conference (avec Béatrice Cointe, Kewan Mertens) (Amsterdam, Pays-Bas)
- 2023 Co-organisation d'une journée d'étude « Formes de modélisation et d'action publique à l'ère du changement climatique » avec Ian Gray (Columbia University) et Sara Aguiton (CNRS, CAK), école des Mines de Paris
- 2023 Co-organisation du séminaire École des Mines-EHESS « expertises économiques et actions environnementales » avec Béatrice Cointe, Kewan Mertens (6 séances de 2 heures)
- Co-organisation avec les post-doctorants/tes de l'IFRIS d'une semaine de séminaires de travail à Hossegor pour les doctorants/tes des laboratoires partenaires de l'IFRIS
- Coorganisateur du panel « Economic Expertise and Environmental Action » à la Nordic conference of Science and Technology studies (avec Nassima Abdelghafour, Béatrice Cointe, Kewan Mertens) (Oslo, Norvège)
- 2022-2023 Co-organisation du séminaire École des Mines-EHESS « expertises économiques et actions environnementales » avec Nassima Abdelghafour, Béatrice Cointe, Kewan Mertens (5 séances de 2 heures)
- 2022 Co-organisation avec les post-doctorants/tes de l'IFRIS d'une semaine de séminaires de travail à Grenoble pour les doctorants/tes des laboratoires partenaires de l'IFRIS
- 2021 Co-organisation d'une journée d'étude avec Liliana Doganova et Brice Laurent « Vers une régulation expérimentale de l'innovation », École des Mines de Paris
- 2020 Séminaire EHESS co-organisé avec Ève Chiapello « Les métamorphoses de l'économie mixte : les services d'intérêt général entre financement public et gestion privée » (12 séances de 2 heures)
- 2017 « Que faire du capitalisme ? », préparation d'une session du colloque des 50 ans du Centre de sociologie de l'innovation (avec Nassima Abdelghafour, Félix

- Boilève, Liliana Doganova, Fabian Muniesa et Alexandre Violle), École des Mines de Paris (Paris)
- 2016-2017 Organisation et animation de deux séminaires de sociologie de la finance auprès d'étudiants du *Leadership program* du King's College London, sous la responsabilité d'Alex Preda
- 2016-2017 Séminaire invité du Centre de sociologie de l'innovation, co-responsable (avec Quentin Dufour et Marie Alauzen), École des Mines de Paris (Paris)

Missions d'expertise

- 2024-2026 Membre d'une mission d'expertise collective pour le CNRS sur le devenir des Terres Rares (15 membres issus des sciences naturelles et sociales). Mission de deux ans visant à produire un rapport d'expertise et un ouvrage grand public de vulgarisation des enjeux politiques relatifs aux Terres Rares.
- Coordinateurs de la mission : Pascale Ricard (CNRS, CERIC, juriste), Clément Levard (CNRS, CEREGE, géochimiste), Romain Garcier (Maître de conférences à L'ENS Lyon, géographe).

Responsabilités collectives

- 2024 Élu représentant au conseil de laboratoire de l'UMR i3 (réunissant les laboratoires de sciences sociales de l'école Polytechnique, Telecom Paris et Mines Paris).
- 2023 Membre du bureau du réseau thématique de sociologie économique de l'association française de sociologie
- 2023 Évaluateur des dossiers d'admission des candidats/tes au Master Communication, Médias et industries créatives de l'IEP de Paris
- 2022-2023 Élu représentant des post-doctorants/tes et des chercheurs/res contractuels/les au conseil de laboratoire du CEMS (EHESS)

Relecture pour des revues

- 2024 Relecteur pour la revue *Valuation Studies*
- 2023 Relecteur pour la revue *d'Anthropologie des connaissances*
- 2023 Relecteur pour la revue *Française de Socio-Économie*
- 2020 Relecteur pour la revue *Economy and Society*